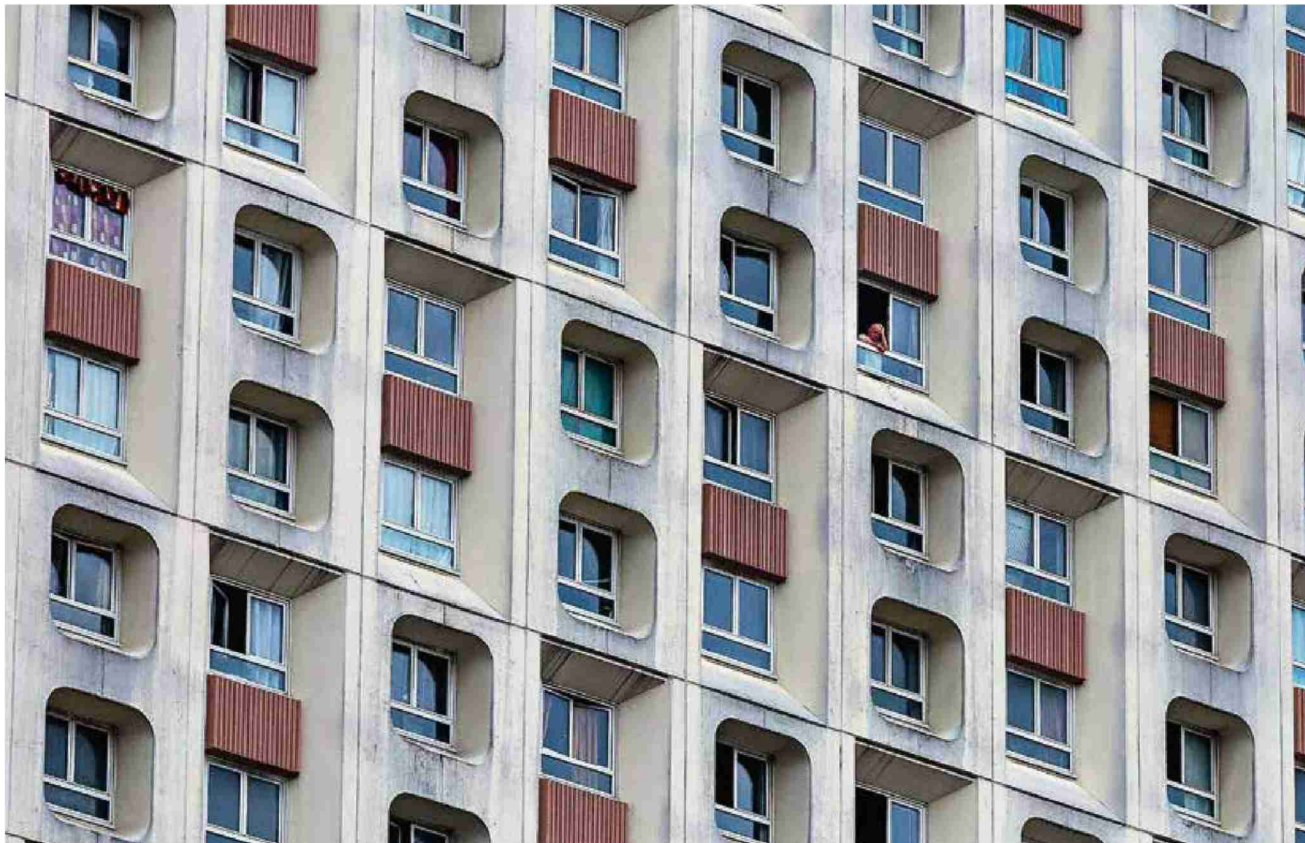




Le coronavirus, exhausteur d'inégalités

PANDÉMIE Le Covid-19 peut toucher tout le monde. Mais «tout le monde» n'y est pas exposé de la même manière et les mesures prises par les gouvernements résonnent ainsi différemment selon nos capitaux sociaux et économiques, renforçant les inégalités sociales



Un homme à sa fenêtre en région parisienne au deuxième jour du confinement annoncé par le président Emmanuel Macron. (OMAR HAVANA/GETTY IMAGES)

MARION POLICE
@marion_902

De la Chine à l'Italie, en passant par la Suisse ou les Etats-Unis, le nouveau coronavirus ne connaît aucune frontière: ni géographique ni organique. Il infecte aussi bien les chefs d'Etat ou Tom Hanks que votre voisine de palier. Mais s'il peut toucher n'importe quel être humain, nous ne sommes pas dotés des mêmes ressources pour lui faire face.

Les différents «temps» de propagation ont eu pour effet de distinguer plusieurs formes d'inégalités sociales, dont la première a trait à l'exposition au virus, qui varie selon

les catégories socioprofessionnelles. «Face au virus, nous avons d'abord parlé des vulnérabilités biologiques – les personnes âgées ou malades – puis on s'est rendu compte qu'il y avait des inégalités liées aux secteurs d'activité. Je marquerai là une différence entre, d'une part, l'exposition spécifique des professions dites prudentielles (qui nécessitent une relation aux humains) et, d'autre part, les professions marquées par le travail collectif comme les ouvriers en usines et sur les chantiers, où, là, l'enjeu est à la fois moral et économique», analyse Francesco Panese, professeur de sciences sociales de la médecine et de

la santé à l'UNIL.

Il va de soi que, parmi les populations les plus exposées, les professions que l'on regroupe sous le terme de «soignants» occupent les premières loges. Parmi ces héros et héroïnes de la lutte contre le virus, on compte une majorité de femmes (*lire notre complément*): un constat qui met en lumière une inégalité corrélée, celle du genre dans les métiers liés au *care*, soit ceux qui sont centrés sur le «souci d'autrui». «Il y a une division verticale du travail dans ce secteur avec le bas de l'échelle sociale professionnelle composé essentiellement de femmes à qui est délégué



le gros du travail de *care* – et donc, le gros des risques sanitaires – à la fois matériel et psychologique: la proximité au corps, à la saleté, aux fluides, le nettoyage et la prise en charge des angoisses, ce ne sont pas les tâches des médecins», souligne Isabel Boni-Legoff, sociologue et coresponsable du Centre en études genre de l'UNIL.

Ceux qui télétravaillent, et les autres

Loin des couloirs d'hôpitaux, d'autres poursuivent également leur besogne. «Les professionnels de la santé ont été socialisés pour répondre aux situations d'urgence. Par contre, sur les chantiers, dans les magasins, c'est différent. Ces travailleurs sont moins formés à ces conditions inhabituelles et sont clairement exposés», souligne Claudine Burton-Jeangros, experte en sociologie de la santé et de la médecine, professeure à la Faculté des sciences de la société de l'Unige. Si, dans les cantons de Vaud et de Genève, certains chantiers ont été arrêtés, ce n'est pas le cas dans tout le pays. Pourtant, les consignes de sécurité émises par l'OFSP sont compliquées à mettre en œuvre au sein de ces métiers qui requièrent une force collective.

Dans les supermarchés, les vendeuses et vendeurs sont particulièrement vulnérables, entre les clients qui s'agglutinent encore, la proximité physique aux caisses, ou le manque de mesures sanitaires prises par les employeurs, comme le révélait récemment un article du *Courrier*. Des anecdotes telles que celle rapportée par une caissière d'un hard discounter en disent long: «Un client, en partant de la caisse, s'approche à quelques centimètres de ma tête et me toussé dessus. Il rigole et s'en va en disant «j'étais obligé de la faire celle-là!»

«La société assume collectivement qu'une partie de ses membres soit

exposée d'un point de vue sanitaire»

ISABEL BONI-LE GOFF, SOCIOLOGUE ET CORESPONSABLE DU CENTRE EN ÉTUDES GENRE DE L'UNIL

Et que dire des livreurs et livreuses, des préparateurs et préparatrices de commandes sollicités de manière croissante à l'heure où une partie de la population goûte au luxe de pratiquer le télétravail? Aux Etats-Unis, Amazon a annoncé mardi dernier le recrutement de 100000 nouveaux employés pour faire face à l'afflux de commandes. «La société assume collectivement qu'une partie de ses membres soit exposée d'un point de vue sanitaire, et donc les inégalités socioprofessionnelles sont reproduites car cela concerne des métiers de services peu qualifiés, des métiers de l'interaction sociale du quotidien, qui ne peuvent pas télétravailler», constate Isabel Boni-Legoff.

«On peut aussi penser aux travailleurs sans papiers qui vivent dans des espaces très restreints... On sait que certains lieux favorisent la diffusion des épidémies. Il est important, en outre, de penser aux prisonniers: ces groupes de personnes qui vivent entassés se trouvent dans des conditions défavorables par rapport à la santé», ajoute Claudine Burton-Jeangros, dont la réflexion s'applique également aux camps et centres d'hébergement pour migrants.

Des confinements à géométrie variable

Le confinement, parlons-en. Là encore, la variabilité du capital économique et social d'une personne à l'autre peut se traduire par un vécu plus ou moins facile de l'injonction à rester chez soi. Les médias français ont bien mis en évidence, à la veille de l'annonce d'un confinement généralisé par le gouvernement de l'Hexagone, la vague de Parisiens qui a fui «se mettre au vert». Certains ont rejoint leurs familles à la hâte, tandis que d'autres avaient même spécialement loué des maisons à la campagne.

«Je suis surpris de constater que l'image que l'on donne d'une famille

confinée, dans beaucoup de médias, est celle des classes moyennes bien loties, dans des villas ou de grands appartements. Cela ne correspond absolument pas à la réalité. Imaginez les logements exigus et, en France, le délabrement de certains quartiers», relève Francesco Panese, «Lorsque l'on confine les personnes, on les renvoie à leurs situations privées. Et si les sphères privées ne sont pas optimales en temps «normal», elles peuvent l'être encore moins en temps d'épidémie. Cela va du matériel au relationnel, car, quid des familles où il y a de la violence?» Les données à ce sujet manquent encore en Europe, mais la crainte d'une flambée des violences, notamment conjugales, est fondée: en Chine, les témoignages de femmes violentées abondent, et le taux de divorces connaît un pic.

Outre les problématiques liées au couple, la prise en charge des enfants représente un problème de taille. Et surtout pour les familles monoparentales. «C'est une inégalité flagrante que la pandémie met en lumière. Les foyers monoparentaux, où le parent est, dans la majorité des cas, une femme, vont prendre de plein fouet cette charge de travail en plus de leurs fonctions professionnelles. En revanche, ces personnes habituées à l'exercice de la

monoparentalité ont souvent développé une forme de résilience sociale très particulière et ne seront donc pas forcément celles qui vont se plaindre», note Isabel Boni-Legoff.

Prendre acte pour la suite

Au milieu de tous ces constats établis, pourtant peu pris en considération par les dirigeants, une interrogation persiste: et après? Des aides financières ont été annoncées par la Confédération, les discussions sont en cours concernant les travailleurs et travailleuses indépendants, mais, on le sait, «la protection ne sera pas équitable pour tous», soupire Claudine Burton-Jeangros. Cependant, ne laissons pas le tableau se noircir complètement: le coronavirus permettra peut-être de prendre acte de



ces écarts, et c'est sans doute déjà le cas pour de nombreux citoyens et citoyennes. La sociologue tient à le relever: «La population a fait un énorme chemin en peu de temps. Nous sommes bousculés mais il y a beaucoup de solidarité, d'actions bénévoles. Les gens sont conscients que nous n'avons pas tous les mêmes moyens de faire face. Je trouve que c'est une image rassurante de notre société.» ■



Version complète
Retrouvez la version longue de cet article sur www.letemps.ch

Les emplois «féminins» en première ligne

INÉGALITÉS Elles sont majoritaires dans la santé, dans la garde d'enfants, dans le commerce de détail. Des emplois dont on ne peut se passer actuellement et qui figurent parmi les moins bien payés

MATHILDE FARINE, ZÜRICH
@MathildeFarine

C'est l'une des inégalités les plus frappantes qui se dégage de cette crise: les professions les plus exposées sont avant tout féminines. La santé, en particulier, en est l'exemple: la Suisse compte 751 697 employés dans ce secteur, dont 572 617 sont des femmes, soit 76% du total, d'après les statistiques de l'OFS. Dans le détail, elles sont 62 000 infirmières, contre 9 000 infirmiers. On trouve 25 000 assistantes médicales, contre 1 000 assistants. Idem chez les auxiliaires de santé, dont 85 000 sont des femmes sur un total de 96 000.

Ces médecins, infirmières, aides-soignantes sont en première ligne dans la lutte contre le

virus. «Tous les soirs à 21h, on applaudit «le personnel de santé» comme si c'était un peuple sans rapport hiérarchique, sans inégalités de statut, d'emploi, de rémunération. C'est dommage qu'il n'y ait pas une prise de conscience plus claire de la contribution très genrée de la lutte contre la pandémie», déplore Isabel Boni-Le Goff, sociologue et coresponsable du Centre en études genre de l'UNIL.

A cela s'ajoute une forme de «complainte sacrificielle et de rhétorique du don de soi: dans les métiers du *care*, vous devez vous sacrifier pour le public», poursuit l'experte. Car les femmes sont majoritaires dans les hôpitaux, mais elles sont aussi surreprésentées dans des autres métiers dits du *care*, comme la garde des enfants et le travail social.

Cette féminisation n'est pas suisse, elle est universelle. Dans une tribune publiée vendredi, Phumzile Mlambo-Ngcuka, secrétaire générale adjointe de l'ONU et directrice d'ONU Femmes, le

soulignait: «C'est le moment pour les gouvernements de reconnaître l'énormité de la contribution des femmes à l'économie et leur précarité. Cela inclut une focalisation sur les secteurs où les femmes sont surreprésentées et sous-payées, comme les travailleuses journalières, les responsables de petites entreprises, celles qui travaillent dans le nettoyage, dans les soins, aux caisses et dans l'économie informelle.»

Il n'y a en effet pas que l'économie du soin où la surreprésentation des femmes est importante et où elles sont très exposées. Elle se trouve aussi dans le commerce de détail, en particulier aux caisses, où les employées ont peu de moyens de se protéger, même si des mesures ont été prises ces derniers jours alors que la situation apparaissait de plus en plus scandaleuse. D'après l'OFS, ce secteur compte 67% d'employées. Or, presque tous ces métiers, des soins aux supermarchés, sont parmi les moins rémunérés de l'économie. ■